

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 13/024/2009 – ÉFAI
27 mars 2009

AU 86/09 Arrestations arbitraires / Prisonniers d'opinion

IRAN	Delaram Ali (f)]	
	Leila Nazari (f)]	
	Khadijeh Moghaddam (f)]	
	Farkhondeh Ehtesabian (f)]	
	Mahboubeh Karami (f)]	militants de la campagne Un million de signatures
	Baharah Behravan (f)]	
	Ali Abdi (h)]	
	Amir Rashidi (h)]	
	Mohammad Shourab (h)]	
	Arash Nasiri Eghbali (h)]	
	Soraya Yousefi (f), membre de Mères pour la paix		
	Shahla Forouzanfar (f), membre de Mères pour la paix		

Les 12 personnes nommées ci-dessus ont été arrêtées le 26 mars dans la capitale, Téhéran, et détenues dans des postes de police jusqu'au soir où elles ont été emmenées à la prison d'Evin. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, car elles n'ont fait qu'exercer pacifiquement leur droit universellement reconnu à la liberté de réunion.

Elles ont été arrêtées alors qu'elles se préparaient à rendre visite, à l'occasion du nouvel an iranien, à des familles de militants détenus, notamment d'étudiants et de syndicalistes, ainsi qu'à la famille de Zahra Bani Yaghoub, morte en détention dans des circonstances suspectes en 2007.

Selon le site Internet de la campagne Un million de signatures (également appelée Campagne pour l'égalité, <http://www.campaignforequality.info/english/spip.php?article489>, en anglais), les proches des 12 détenus ont indiqué que ceux-ci avaient été accusés de « susciter un malaise dans l'esprit de la population » et de « troubler l'ordre public », deux infractions passibles de peines d'emprisonnement et/ou de flagellation en vertu des articles 618 et 698 du Code pénal.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Lancée en 2006 à l'initiative d'un mouvement populaire constitué d'un réseau de personnes, la Campagne pour l'égalité vise à mettre fin aux discriminations faites aux femmes en vertu du droit iranien. Ses bénévoles sont formés aux notions juridiques élémentaires et parcourent ensuite le pays afin de promouvoir la Campagne. Ils s'entretiennent avec des femmes, à leur domicile ou dans des lieux publics, et les informent sur leurs droits et sur la nécessité d'une réforme juridique. Ils tentent également de recueillir les signatures d'un million de citoyens iraniens pour une pétition réclamant l'abrogation des lois discriminatoires à l'égard des femmes en Iran.

Des dizaines de militants ont été arrêtés parce qu'ils menaient des activités dans le cadre de la Campagne pour l'égalité, pour certains alors qu'ils recueillaient des signatures pour cette pétition. Les autorités ont bloqué l'accès au site Internet de la Campagne à au moins 19 reprises. Elles ont fréquemment refusé d'autoriser la tenue de réunions publiques et les militants de la Campagne ont pris l'habitude d'organiser leurs réunions chez des sympathisants, dont certains ont ensuite reçu des appels téléphoniques de menaces provenant manifestement de responsables des forces de sécurité ou ont été convoqués par ces derniers pour être interrogés. La police a mis fin à moins une de ces réunions, a arrêté les personnes présentes et en a

battu plusieurs. Certains membres de la Campagne ont été frappés d'une interdiction de se déplacer à l'étranger.

Par ailleurs, au moins deux autres femmes associées à la Campagne pour l'égalité sont en détention : Ronak Safarzadeh est détenue depuis octobre 2007 et Zeynab Beyezidi purge actuellement une peine de quatre ans d'emprisonnement. La Campagne pour l'égalité appelle également à la libération d'Alieh Aghdam Doust, qui purge actuellement une peine de trois ans d'emprisonnement pour sa participation à une manifestation pacifique contre la discrimination à l'égard des femmes dans la législation iranienne, qui a eu lieu en juin 2006, avant le lancement de la Campagne. Amnesty International les considère toutes comme des prisonnières d'opinion.

Mères pour la paix a été formé en 2007 à l'initiative d'un groupe de femmes iraniennes afin de militer contre une éventuelle intervention militaire en Iran en raison du programme nucléaire, et de chercher des « solutions viables » à l'instabilité de la région (voir <http://www.motherspeace.com/spip.php?article84>, en anglais ou en arabe).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en persan, en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer ces 12 personnes (veuillez les nommer) car ce sont des prisonniers d'opinion qui n'ont fait qu'exercer pacifiquement leur droit universellement reconnu à la liberté de réunion ;
- engagez les autorités à leur permettre, d'ici là, de recevoir sans délai et sans condition des visites de leurs proches et d'avocats qu'elles auront choisis, ainsi que de bénéficier de tous les soins médicaux qui pourraient leur être nécessaires.

APPELS À :

Responsable du pouvoir judiciaire :

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi

Howzeh Riyasat-e Goveh Qazaiyeh / Office of the Head of the Judiciary

Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-e Jomhuri, Tehran 1316814737, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : info@dadiran.ir, shahroudi@dadgostary-tehran.ir

(dans le champ réservé à l'objet, veuillez écrire : « *FAO Ayatollah Shahroudi* »)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei

The Office of the Supreme Leader

End of Shahid Keshvar Doust Street

Islamic Republic Street

Tehran, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : par l'intermédiaire de son site Internet : <http://www.leader.ir/langs/en/index.php?p=letter> (en anglais)

<http://www.leader.ir/langs/fa/index.php?p=letter> (en persan)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

Chef du Comité des droits de l'homme au sein du pouvoir judiciaire :

Howzeh Riyasat-e Goveh Qazaiyeh (Office of the Head of the Judiciary)

Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-e Jomhuri

Tehran 1316814737, République islamique d'Iran

Fax : +98 21 3390 4986 (Merci de vous montrer persévérant)

Courriers électroniques : info@dadiran.ir (dans le champ réservé à l'objet, veuillez écrire : « *FAO Director, Human Rights Headquarters* »)

Formule d'appel : *Dear Sir, / Monsieur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 8 MAI 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.